



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

N° 2016-DLP/BUPE- 172 du 22 JUIL. 2016

mettant en demeure la société ORNE METAUX à Maizières-les-Metz de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 février 2001 dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté

LE PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DANS L'ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté DCTAJ n°2016-A-01 du 1^{er} janvier 2016 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Alain CARTON, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté DCTAJ n°2016-A-79 du 5 juillet 2016 désignant Monsieur Thierry BONNET, sous-préfet de l'arrondissement de Thionville pour assurer la suppléance du Secrétaire Général de la Moselle du samedi 9 juillet au samedi 30 juillet 2016 inclus ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-47 du 06 février 2001 autorisant la société VALORITHERM à exploiter à MAIZIERES LES METZ une installation de décapage thermique ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-3 du 03 janvier 2005 modifiant et complétant l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-47 du 6 février 2001 ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant de la société ORNE METAUX du 14 mai 2014, complétée le 13 juin 2014, relative à la reprise de l'exploitation des installations de la société VALORITHERM par la société ORNE METAUX ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 12 juillet 2016 ;

Considérant que la visite réalisée par l'Inspection des Installations Classées le 27 mai 2016 a mis en évidence que la valeur limite d'émission pour le fluorure d'hydrogène (HF) fixée à l'article IV.5 de l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-47 du 06 février 2001 modifié n'est pas respectée ;

Considérant que le non-respect de cette disposition est de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'en application de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement, il y a lieu de mettre la Société ORNE METAUX en demeure de respecter les prescriptions de cet article ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société ORNE METAUX est mise en demeure de respecter, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, pour l'exploitation de son installation sise à MAIZIERES-LES-METZ, les dispositions de l'article IV.5 de l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-47 du 6 février 2001 modifié relative à la valeur limite d'émission en fluorure d'hydrogène (HF).

Article 2 : Pour vérifier le respect de la mise en demeure relative à l'article IV.5 de l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-47 du 6 février 2001 modifié concernant la valeur limite d'émission en fluorure d'hydrogène (HF), l'exploitant réalisera des mesures prévues à l'article IV.6 sous un délai d'un mois.

Article 3 : Dans le cas où les obligations des articles 1^{er} et 2 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.178-1 du code de l'environnement.

Article 4 : Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Strasbourg, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;

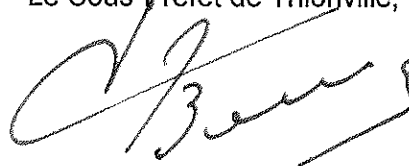
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même Code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société ORNE METAUX.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de Maizières-les-Metz, où est implantée la société.

Metz, le **22 JUIL. 2016**

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet de Thionville,



Thierry BONNET